



Bobigny, le 03/10/2023

Monsieur Le Président,

Nous sommes réunis pour un des derniers CSAL de l'année. Encore une instance sans règlement intérieur.

Le 12 septembre dernier s'est enfin engagée une négociation avec la DG sur le régime indemnitaire. Reconnaître l'engagement des agents de la DGFIP est une urgence qui passe par une revalorisation pérenne de la rémunération pour toutes et tous.

La dégradation majeure du pouvoir d'achat des agents de la DGFIP, conséquence d'une inflation exponentielle, pèse de façon incontestable sur leur quotidien et les revalorisations « peau de chagrin » ne sont pas à la hauteur de leurs attentes et de leur besoin.

Les agents souhaitent une réponse à la hauteur de leur engagement, et rappelle que cette réponse ne peut pas être une rémunération au mérite.

Partout, nous ne pouvons que faire le constat de la pénurie catastrophique d'emplois pérennes ainsi que de la dégradation manifeste des conditions de travail due en partie par une évolution non choisie des missions et des structures.

La conscience professionnelle, l'implication des agents ainsi que leur sens du service public tiennent mais jusqu'à quand ?

Les agents perdent le sens du travail par une charge de plus en plus conséquente, des urgences perpétuelles à prioriser mais non priorisables, un mode de travail tayloriste, des applications informatiques défaillantes, une perte de savoir, etc.

Le recrutement de contractuels semble être la réponse à toutes ces problématiques et pourtant, ce n'est qu'un pansement sur une plaie jambe de bois.

La DGFIP doit prendre les décisions adéquates sans recourir à l'emploi précaire qu'est le statut de contractuel.

Pour exemple d'une évolution non choisie des missions : la mise en place de GMBI associée à la campagne de déclaration des revenus. On connaît aujourd'hui ses conséquences désastreuses et les nombreuses difficultés que cette obligation a généré ; les agents et nous OS ne peuvent que constater la dégradation de leurs conditions de vie au travail avec un sentiment de forte inquiétude par rapport à leur avenir plus qu'incertain dans notre administration. Il y a donc urgence.

Aujourd'hui, vous nous présentez à l'ordre du jour la fusion des secteurs d'assiette. Cette fusion n'est qu'un cache-misère pour masquer le manque d'agent sur les secteurs d'assiette. Les

documents fournis ne reflètent pas la situation réelle dans les SIP actuellement, d'ailleurs les chiffres présentés sont faux . De plus, nous n'avons pas tous les chiffres de tous les SIP .

Alors que nous manquons de bras, vous annoncez le transfert des missions des douanes vers nos SIE et à l'issue vers le PRS.

Est-ce que les emplois seront transférés pour ces missions ? Des formations sont-elles prévues pour ces nouvelles missions ?

On salue le travail de synthèse des ressources humaines sur le tableau de bord de veille sociale. Cependant, les chiffres indiqués ne sont pas mis en corrélation avec la réduction des emplois.

Nous continuerons à exiger :

L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois
L'arrêt immédiat des restructurations et fermetures de service
Le retrait immédiat du NRP
Le maintien du maillage territorial
L'embauche immédiate de fonctionnaires afin d'accomplir nos missions et l'arrêt de la contractualisation

L'augmentation immédiate du point d'indice pour tenir compte de l'inflation et du gel du point d'indice depuis plus de 10 ans
Réindexation de la valeur du point d'indice sur les prix
L'arrêt de la privatisation de nos missions
Maintien de tous les régimes spéciaux dont notre régime du code des pensions civiles et militaires

Retrait de la réforme des retraites